



Compte rendu de la rencontre du 11 mars 2011 au ministère de la solidarité et de la cohésion sociale

A l'issue de la manifestation parisienne du 11 mars 2011 sept représentants du collectif « *Pas de bébés à la consigne* » ont été reçus pendant trois heures au ministère de la solidarité et de la cohésion sociale par le représentant de la ministre en charge de la famille. Le collectif a présenté les propositions et revendications du *Plan d'urgence en faveur de l'accueil de la petite enfance** avec l'objectif d'obtenir des réponses précises du gouvernement.

Le représentant de Mme Bachelot, M. Jacques Simbsler, a exprimé d'emblée son intérêt pour notre document et sa « surprise » devant le fait que nous n'ayions pas été reçus au ministère depuis mars 2010. Il nous a assuré qu'il considérait que la qualité de la formation de l'ensemble des professionnel-les et le nombre de professionnel-les formé-es étaient des questions tout à fait essentielles pour accueillir les jeunes enfants dans de bonnes conditions. Cette entrée en matière n'a malheureusement pas été suivie de conclusions qui, au stade actuel, répondraient, ne serait-ce que partiellement, à nos attentes.

A notre demande d'abrogation du décret Morano, le représentant de la ministre a répondu que pour lui ce décret n'était qu'une réponse d'urgence au manque de places dans les établissements et qu'il y avait besoin de réponses à plus long terme. Dans ce cadre, il n'était évidemment pas question de répondre à notre demande.

M Simbsler a admis que le bilan en matière de créations de places d'accueil n'était pas à la hauteur des besoins, ni même à la hauteur des objectifs fixés par le gouvernement. Il a estimé que les objectifs du gouvernement n'avaient pas été atteints en raison de la difficulté des collectivités locales à financer de nouveaux investissements et leur fonctionnement et que cela d'ailleurs posait problème pour définir de nouveaux objectifs en termes de création de places. Il a indiqué ne pas disposer d'éléments suffisants pour répondre actuellement à la question du nombre de places d'accueil manquantes. Nous lui avons répondu que nous avions chiffré les besoins dans le cadre du *Plan d'urgence* et que c'était au gouvernement de faire des propositions qui pourraient, ou non, être appréciées positivement. Nous sommes d'ailleurs inquiets que ces objectifs puissent être minorés par le gouvernement, au nom de l'augmentation du chômage qui influencerait à la baisse sur la demande de places d'accueil par les parents, politique qui dans les faits ferait obstacle à l'accès à l'emploi des jeunes parents et principalement des femmes.

C'est bien en s'appuyant sur l'argument du manque de places que le ministère défend :

- 1) Les entreprises de crèche qui ont créé 18 000 places en 4 ans et qui font des profits, sans financement complémentaire, avec un taux de remplissage des places de 90%. Au nom de l'urgence on fait fi de la qualité d'accueil et des conditions de travail des personnels. Le représentant de la ministre n'a d'ailleurs pas de réponse à notre opposition à l'inclusion de l'accueil de la petite enfance dans la directive européenne sur les services, alors qu'il en est exclu en Allemagne. Il s'est engagé à se renseigner sur ce point pour une prochaine réunion. Il a aussi envisagé d'examiner plus attentivement les conséquences délétères pour la qualité d'accueil des pratiques de remplissage des entreprises de crèches, que nous avons dénoncées. Il s'est dit prêt à recevoir des professionnel-les y travaillant.
- 2) L'augmentation de la capacité d'agrément des assistantes maternelles, tout en admettant que leur temps de formation obligatoire de 120 heures est insuffisant.
- 3) Les Maisons d'assistantes maternelles qui présentent moins de garanties que les micro crèches, admettant toutefois que le dispositif pourrait être amélioré.

- 4) La création artificielle de places dites nouvelles par augmentation du taux d'occupation, alors que le surbooking ne correspond ni aux demandes des familles, ni aux besoins des enfants et dégrade les conditions de travail des professionnel-les, les taux d'occupation de la CNAF ayant été à l'origine calculés sur la base d'une place par enfant.
- 5) Les jardins d'éveil, encore peu nombreux, dont, selon lui, l'évaluation doit être faite.

Monsieur Simbsler, s'exprimant au nom de la ministre, a justifié la division par 3 en 10 ans du nombre de places d'accueil à l'école maternelle pour les moins de trois ans, par une opposition de principe à la préscolarisation des enfants de deux ans, en argumentant sur la non formation pédagogique des enseignants ! Les suppressions de classes aggravent pourtant le manque de places dans les autres structures d'accueil des tout petits. Notre interlocuteur n'a pas pour autant trouvé d'arguments à opposer aux intervenants du collectif qui lui répondaient que les suppressions de classes étaient fondées essentiellement sur des raisons de coût et amplifiaient les difficultés des parents et des enfants alors qu'il aurait, au contraire, fallu améliorer les conditions d'accueil à l'école maternelle.

Face aux constats et aux exigences de notre *Plan d'urgence*, notamment la nécessité de former 10 000 professionnel-les qualifié-es par an durant les 3 prochaines années, le représentant de la ministre a bien semblé admettre que l'accueil de la petite enfance justifiait de renforcer sa professionnalisation.

Mais il ne nous a apporté aucune réponse concrète sur le nombre de professionnel-les dont le gouvernement prévoit la formation, sur leur degré précis de qualification, sur le niveau de financement qu'il entend y consacrer.

Il a indiqué :

- 1) Qu'il souhaitait améliorer la qualité du contenu du CAP Petite enfance, que d'ailleurs les professionnel-les formé-es avec le CAP avaient du mal à trouver du travail, mais que les décisions dépendaient sur ce point de l'éducation nationale. Il a soutenu aussi que l'orientation massive de jeunes vers ce diplôme par le pôle emploi ne dépendait pas de son ministère.
- 2) Que le nombre de places dans les écoles et la création de nouvelles écoles étaient de la compétence des régions et des départements et que pour le moment il n'existait aucun dispositif contraignant qui permettrait de définir des objectifs avec eux.
- 3) Que le ministère étudiait un projet de nouveau diplôme centré sur la pédagogie, sur une durée de formation de 18 mois. Ce diplôme qui nécessiterait la création d'une nouvelle école pourrait être opérationnel après deux cycles de formation expérimentaux. Ce point devrait faire l'objet d'une communication plus précise lors du prochain rendez-vous avec le collectif, ce qui nous permettra de nous prononcer plus précisément sur cette proposition qui reste au stade d'une étude.

Des arbitrages interministériels devraient être rendus prochainement sur les questions de formation et sur le nombre de places à créer. Il est difficile d'apprécier à ce stade sur quoi pourraient porter les arbitrages qui pourraient nous être annoncés au cours d'une nouvelle rencontre début avril avec M. Jacques Simbsler, portant essentiellement sur les questions de formation.

La délégation du collectif « Pas de bébés à la consigne » qui se rendra à ce rendez-vous pour continuer à défendre les exigences et besoins développés dans le *Plan d'urgence* livrera un nouveau compte rendu à l'issue de la rencontre.

www.pasdebebesalaconsigne.com
pasdebebesalaconsigne@hotmail.fr

* http://www.pasdebebesalaconsigne.com/DOC/Plan%20durgence_Pasdebebesalaconsigne_mars2011.pdf